

Les villes grecques face à la crise

Entretien avec Michel Sivignon, par Daniel Florentin et Charlotte Ruggeri



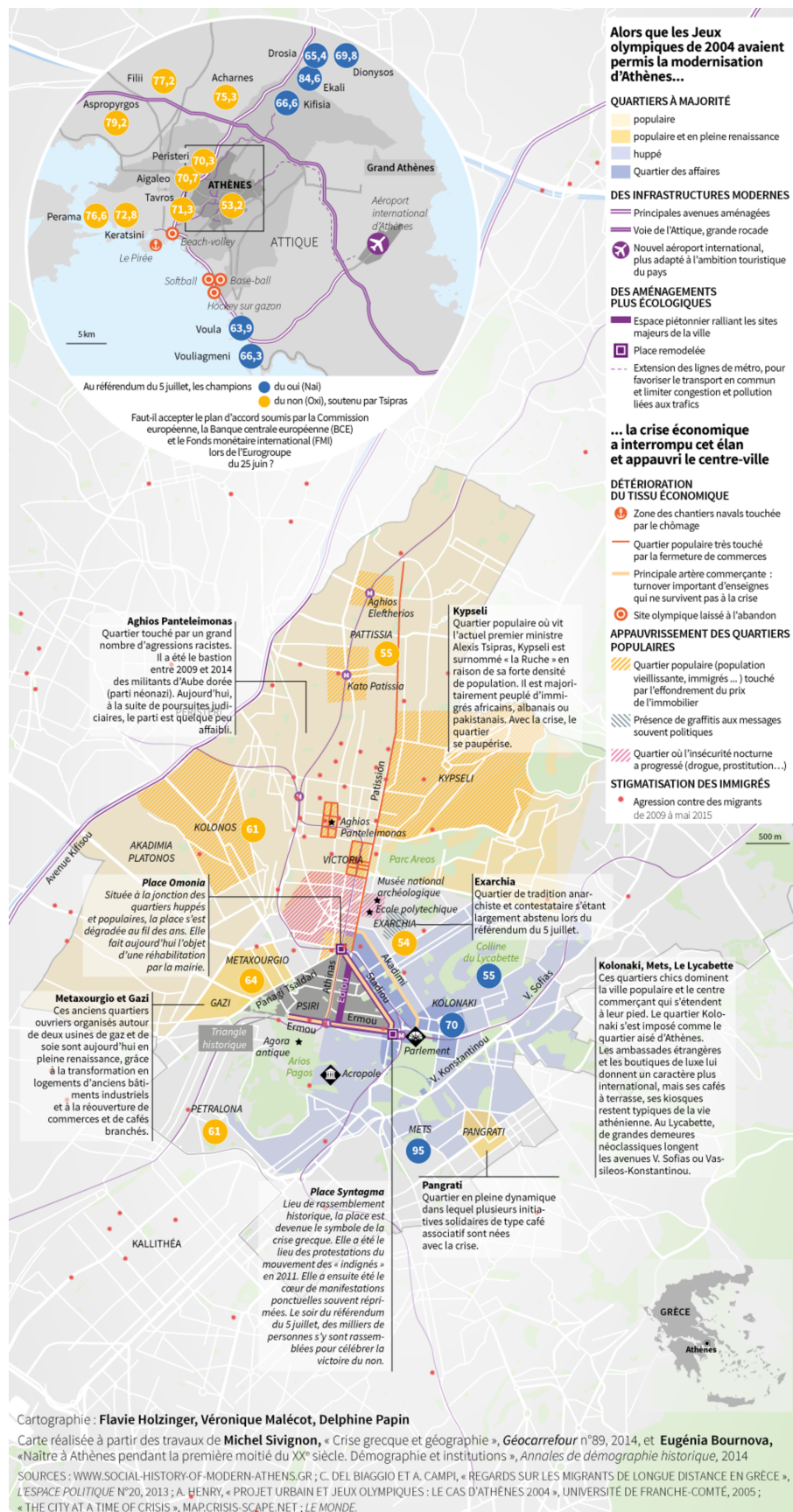
« À louer », Salonique, 2012 (Florentin, 2012)

Michel Sivignon est géographe, professeur émérite à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense. Il est spécialiste de la Grèce et des Balkans.

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE GRECQUE SUR LES VILLES ?

Poser cette question, cela revient à se demander si la crise est répandue sur l'ensemble du territoire, donc si elle est générale, ce que l'on peut croire en lisant la presse puisque la crise est budgétaire donc relève d'un endettement de l'État, mais aussi des particuliers. Il serait peut-être plus pertinent de faire une lecture spatiale de la crise. Il est évident que la crise se manifeste plus particulièrement dans les très grandes villes et singulièrement à Athènes. Plus vous allez dans des territoires isolés, moins la crise est visible. Les villes en souffrent davantage tandis que le monde rural a su réactiver une économie de subsistance. Les solidarités familiales sont aussi plus immédiates, plus visibles et mieux maintenues dans les campagnes. La crise est donc plus évidente en ville par le biais de plusieurs paramètres. Le premier paramètre serait le taux de chômage, plus élevé en ville où l'on dépend plus d'activités salariées, d'autant plus qu'en Grèce les salariés ne sont pas très nombreux. La Grèce a l'une des proportions de salariés les plus faibles de l'Union européenne. À l'inverse, la proportion de ceux qui sont dans les professions libérales représente une part très importante de la population, libérales signifiant ici non salariées. En ville, les gens sont frappés plus douloureusement par le chômage, parce que les salariés y sont nombreux. Beaucoup ne peuvent plus payer leur loyer ou leur facture d'électricité. Ils sont aux abois.

Dans les villes, la crise se manifeste donc par une dégradation d'une partie des centres villes – mais est-ce uniquement la crise ? – et des quartiers populaires. Si l'on reprend la carte d'Athènes, publiée par *Le Monde*, on constate que ce phénomène de crise est très difficile à cartographier.



1. Athènes, fracturée par la crise (*Le Monde*, juillet 2015)

Cela s'explique par l'histoire urbaine de la Grèce. La Grèce avait très largement réussi son urbanisation, il n'y a jamais eu de bidonvilles. Le pays dispose d'un système particulier dans lequel l'accès à la propriété ne se fait pas de manière massive par le biais de grandes sociétés immobilières qui vendraient des grands ensembles, mais il se fait à la manière grecque. Si vous possédez un petit terrain dans une banlieue qui s'urbanise, vous passez un contrat avec un entrepreneur immobilier qui proposera une dizaine d'appartements – ou un peu plus, un peu moins selon la taille de la parcelle – et deux vous reviennent. Ce système a permis une urbanisation presque en douceur, sans intervention de capitaux étrangers et/ou massifs ou de la puissance publique. Même dans les années 1990, lorsque les migrants commencent à arriver plus nombreux – mais ils étaient beaucoup moins nombreux que les milliers de migrants, notamment les Syriens, qui arrivent depuis plusieurs mois et qui représentent une charge budgétaire très lourde pour l'État grec -, ils peuvent se loger décemment grâce à ce système. Cette urbanisation permet à Athènes d'atteindre les 4 millions d'habitants.

Puis, la situation se dégrade avec la crise qui se conjugue à l'arrivée massive de migrants en provenance du Proche-Orient, qui considèrent la Grèce comme une porte d'entrée dans l'Union européenne. Mais pour la crise elle-même, oui elle se voit. Cela se voit par le très grand nombre de magasins fermés, surtout en dehors des centres. Cela est lié également à la valeur immobilière du bâti et la crise accélère des processus antérieurs. En Grèce, il y a de nombreux commerces, notamment des tout petits commerces qui sont condamnés par l'arrivée tardive mais effective de grandes surfaces, même si ces dernières n'ont pas la même importance qu'en France, puisqu'en Grèce les commerces de proximité se maintiennent mieux. Une partie des commerces qui disparaît avec la crise était en mauvaise posture. Plus largement, dans les banlieues, notamment à Athènes, on remarque de nombreux chantiers non terminés, des immeubles ou entrepôts vacants, et évidemment elle est visible au travers des transports.

EN EFFET, EN GRÈCE, LES ROUTES SONT BEAUCOUP MOINS FRÉQUENTÉES QU'AVANT. EST-CE UN DES EFFETS DE LA CRISE, LIÉS À L'IMPOSSIBILITÉ SOIT DE PAYER UNE VOITURE, SOIT L'ASSURANCE ET L'ESSENCE, ET CELA-A-T-IL DES CONSÉQUENCES SUR L'UTILISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN ?

Il y a 4-5 ans, on dénombrait 200 000 immatriculations de voitures neuves par an, alors qu'on en est à moins de 50 000 aujourd'hui. De fait, tous les métiers concernés par l'automobile sont sinistrés, mais les autoroutes sont vides également. Elles sont payantes donc par exemple les camions sortent avant les péages et font des détours pour revenir après le péage. C'est probablement dans les mobilités que l'on constate le plus visiblement des stratégies d'évitement des dépenses. D'ailleurs, cela permet de préciser que les Grecs ont quand même utilisé les crédits européens, dans la période antérieure à la crise, notamment pour construire un réseau routier et autoroutier moderne. Du coup, est-ce qu'il y a une plus grande utilisation des transports en commun ? Cela dépend. Les transports en commun représentent un coût pour les ménages donc ne sont pas systématiquement une alternative viable. On doit pourtant souligner la très grande efficacité du réseau de bus, qui desservent tous les villages bien mieux qu'en France. C'est un système coopératif des propriétaires de bus très bien organisé.

LES VILLES GRECQUES ET LA GRÈCE SONT UNE GRANDE DESTINATION TOURISTIQUE, PERÇOIT-ON L'APPARITION D'UN TOURISME DE CRISE ?

La crise est à la marge un argument touristique pour les villes : on pourrait évoquer les hôtels qui louent aux journalistes les balcons qui donnent sur la place Syntagma les jours de manifestation¹.

¹ Pour plus d'informations sur le rapport entre la crise et l'espace public, et en particulier sur le rôle de la place Syntagma, voir l'article de Michel Sivignon publié dans *Libération* en août 2014 : http://www.liberation.fr/monde/2014/08/12/syntagma-l-agera-de-la-crise_1079593



2. La place Syntagma, un jour de manifestation en 2012 (J. Koselidis/Reuters)

Il y a des tours opérateurs qui proposent des tours de l'Athènes de la crise pour montrer aux touristes la façade éventrée d'une banque, les quartiers dégradés, les graffitis de contestation... Ce sont des graffitis qui rappellent un peu Mai 68 d'ailleurs, qui dénoncent un mal-être, et des graffitis anti Merkel ou anti Allemagne évidemment. Mais plus généralement, les deux dernières années ont été excellentes pour le tourisme grec, avec 18 % d'augmentation par an. Cela s'explique d'abord par l'effacement d'autres destinations méditerranéennes, notamment le Maghreb et la Turquie. Pour 2015, les touristes internationaux continuent de venir puisque c'est une destination très abordable. Mais ce qui est plus préoccupant, c'est l'effondrement du tourisme grec donc du tourisme intérieur ou du tourisme à l'étranger pour les Grecs. Le tourisme intérieur grec s'était beaucoup développé, mais dorénavant il est faible, les Grecs peuvent aller à la plage pour une journée par exemple, mais ne vont pas rester la nuit. Le tourisme reste donc une grande source d'argent frais puisque l'argent ne circule plus assez à l'intérieur du pays et évidemment c'est primordial pour l'économie grecque, en ville ou pas. Les effets régionaux du tourisme avantagent les îles et plus généralement les destinations balnéaires. Les touristes ne viennent pas ordinairement pour voir la crise mais pour soigner leur bronzage.

LA CLASSE POLITIQUE GRECQUE A LONGTEMPS ÉTÉ CONSTITUÉE DE GRANDES FAMILLES (KARAMANLIS, PAPANDREOU, SEMITIS) LIÉES AUX PASOK ET NOUVELLE DÉMOCRATIE, MAIS, DANS LES DEUX PLUS GRANDES VILLES, ATHÈNES ET SALONIQUE, ON A VU APPARAÎTRE DES PERSONNALITÉS ISSUES DE NOUVEAUX PARTIS. EST-CE QUE LES MŒURS POLITIQUES SONT EN TRAIN DE CHANGER AU NIVEAU DU PERSONNEL LOCAL ? OU SONT-CE TOUJOURS DES MEMBRES DE GRANDES FAMILLES ?

La famille Papandréou apparaît sur la scène politique dans les années 30 et dure jusqu'en 2010 avec la démission de Georges Papandréou, Premier ministre. Entre temps, trois générations se sont succédées. On a la même chose avec la famille Karamanlis, bien que ce soit plus récent, puisque le début date des années 60. Ce fonctionnement politique relève de plusieurs éléments. Normalement en Grèce vous votez dans le lieu où vous êtes inscrit du fait de votre famille. La liste des électeurs est établie selon le registre de citoyenneté. Si vous habitez Athènes, vous devez faire la démarche

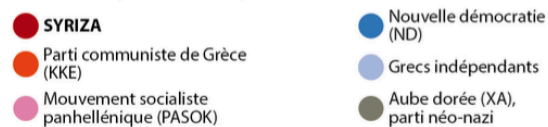
de vous désinscrire de votre ville ou village d'origine pour vous inscrire à Athènes. Cela suppose donc une démarche personnelle et un choix. Souvent, les Grecs préfèrent rester inscrits dans leur ville ou village d'origine où ils connaissent les élus, notamment les députés, et les élus connaissent les électeurs. Il s'est donc installé une forme de clientélisme politique, fort répandu en Grèce.

L'avènement de Syriza a changé en partie les choses. L'une des raisons du succès de Syriza, et en particulier d'Alexis Tsipras, c'est qu'ils ont donné l'impression de sortir de ce mode de relation. Ils se présentent comme étant exempts des compromissions qui caractérisaient jusque là les dirigeants politiques grecs, et il me semble que c'est le cas, du moins jusqu'à la fin de 2015. La faveur dont bénéficie Tsipras est fondée – outre son courage, indéniable – sur son intégrité et sur le fait qu'il ne doit pas son ascension à d'autres et à ce système clientéliste. Syriza représente donc un changement réel. Cela n'explique pas tout de l'ascension du parti, parce que c'est aussi le produit d'une coalition, c'est bien ce que veut dire « Syriza » d'ailleurs : Coalition de la Gauche Radicale. Toutefois, depuis le tournant politique qui a suivi le référendum de juillet et depuis les élections de septembre 2015, des voix s'élèvent contre une forme de retour au clientélisme.

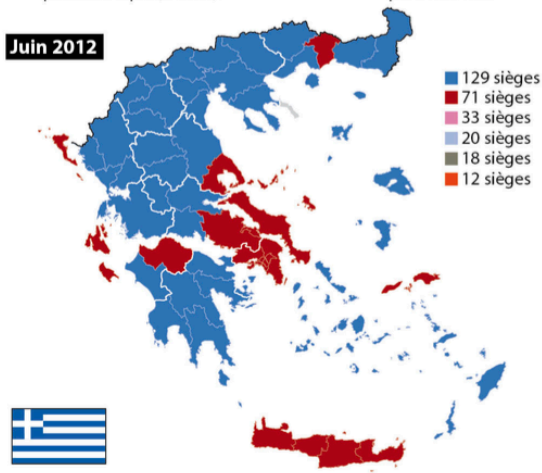
QUELLE ANALYSE SOCIO-GÉOGRAPHIQUE PEUT-ON MENER DU REFERENDUM DU 5 JUILLET 2015 ?

Si on regarde les résultats par département, on peut les comparer aux résultats des législatives du 25 janvier 2015, et on constate une différence. Le 25 janvier 2015, Syriza obtient 36 % des voix et l'opposant principal, Antónis Samaras, Premier ministre sortant, en recueille autour de 26-27 %. On voit se perpétuer une certaine forme de géographie électorale marquée par des tendances régionales qui s'expliquent bien plus par l'histoire que par des différences villes/campagnes ou des inégalités économiques. Une quinzaine de départements, sur cinquante, donne une majorité à Samaras et non à Syriza. Ce sont des zones qui classiquement votent à droite, comme le sud du Péloponnèse ou à l'extrême nord du pays.

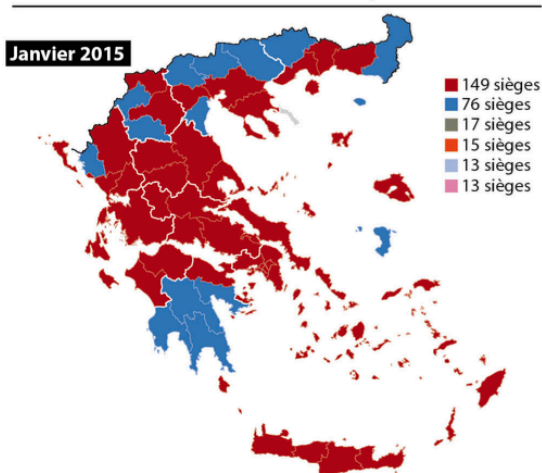
Grèce : Syriza remporte les élections



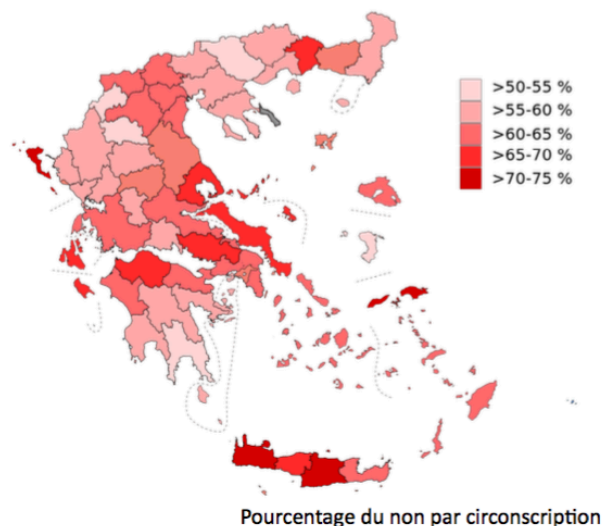
Juin 2012



Janvier 2015



Résultats du référendum de juillet 2015



3. Comparaison des résultats des législatives de 2012, 2015 et du référendum de juillet 2015 (Sources : [20 minutes](#), janvier 2015 ; [The Guardian](#), juillet 2015)

Etonnement, en juillet 2015, cette géographie électorale ne se répète pas lors du référendum. Ce qui est frappant et extraordinaire pour la Grèce, c'est qu'il y a une homogénéité des résultats. Il n'y a pas un seul département sur les cinquante où Syriza ne soit pas en tête, et en tête largement. Les résultats ont été d'environ 60 % pour Syriza et aucun département n'a voté oui majoritairement. Localement, il y a des différences, Athènes donne une plus large majorité au non que le Pirée ou certaines banlieues chics du nord par exemple. Mais ce qui est frappant, c'est tout de même cette grande homogénéité parce qu'elle vient d'un retournement entre le mois de janvier 2015 qui montre une géographie électorale classique, qui atteste d'une usure du pouvoir pour Samaras et d'une austérité dont la population ne veut plus et juillet 2015 qui est un plébiscite pour Tsipras et qui lui donne une légitimité politique et finalement géographique. Aussi bien le retournement de Tsipras après le référendum vers une acceptation des conditions fixées par Bruxelles a-t-il décontenancé les Grecs. Pas au point cependant de les dissuader d'accorder un nouveau crédit à Tsipras aux élections législatives de septembre 2015.

LES DISPOSITIONS DU PLAN DE JUILLET 2015 SUR LA TVA OU LES DROITS D'EXPROPRIATION EN CAS DE NON PAIEMENT DU LOYER ONT-ILS DÉJÀ DES IMPACTS SUR LA VIE ATHÉNIENNE OU EN GÉNÉRAL LES VILLES GRECQUES ?

Oui cela aura des conséquences et les plans successifs en ont déjà. Les impayés s'accroissent. Beaucoup de locataires obtiennent des baisses de leurs loyers. Le nombre d'écriteaux « à louer » s'est extraordinairement multiplié et des immeubles athéniens sont quasi vides. Il existe un mouvement difficile à apprécier statistiquement de retour des retraités urbains vers la maison de famille villageoise pour laisser l'appartement urbain aux enfants sans ressources.



4. « À louer », Salonique (Florentin, 2012)

Mais on sait aussi qu'un problème majeur, c'est la perception de l'impôt. Si les Grecs avaient payé régulièrement leurs impôts depuis quatre ans, la situation budgétaire du pays ne serait pas aussi catastrophique. Il faut comprendre comment fonctionne l'impôt grec pour comprendre la crise. Si l'on prend l'impôt sur le revenu, il est retenu à la base pour les salariés donc ils payent leurs impôts. En revanche, pour les non salariés, cela pose problème entre autres parce qu'ils ne déclarent pas tous leurs revenus. Pour la TVA, si on prend l'exemple du tourisme, c'est assez parlant aussi. Les îles avaient une TVA plus faible pour compenser les handicaps de l'insularité, bien que ce soit un argument touristique majeur. Mais en dehors des grands complexes touristiques, il est courant que les petites auberges ne déclarent pas tout leur revenu touristique. Au fond, cela reflète un problème qui est celui du contrôle de l'impôt par l'État. Je ne crois pas que dans les autres pays européens – enfin en tout cas en Europe du Sud – on soit plus vertueux, mais il existe des percepteurs ou des inspecteurs des impôts, difficilement achetables. En Grèce, le système de perception des impôts manque cruellement de transparence et de régularité. Par ailleurs, il faut rappeler que les impôts sont prélevés sur la note d'électricité, d'où le fait que l'on coupe l'électricité aux personnes qui ne paient pas ou plus leurs impôts. Cela permet à l'État de contrôler indirectement l'impôt. Enfin, la notion d'impôt foncier paraît illégitime d'où le fait que Syriza ait insisté sur le fait de rétablir les bases de cet impôt. En plus effectivement, il n'y a pas de cadastre, au sens français du terme sauf dans le Dodécanèse, où il a été fait par les Italiens, et dans les îles Ioniennes grâce aux Anglais. De

fait, si vous achetez un terrain ou une maison, ils doivent être accompagnés d'un plan fait par un architecte assermenté et tout est signé chez le notaire, sans cadastre. Tout repose donc sur une déclaration, cosignée par les voisins qui possèdent les terrains attenants.

Les réformes demandées par Bruxelles vont très largement à l'encontre d'habitudes solidement enracinées qui ne peuvent être modifiées dans le temps court des mandats électoraux ou des exigences minutées de la commission européenne ou du FMI.

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR DANIEL FLORENTIN ET CHARLOTTE RUGGERI EN
JUILLET 2015, MIS A JOUR EN MARS 2016**